



**31<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme**  
**Rapport de Mme la Représentante spéciale du Secrétaire général**  
**pour les enfants et les conflits armés**

**Intervention du Luxembourg (8 mars 2016)**

Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe à la déclaration de l'Union européenne.

Ma délégation tient à saluer chaleureusement les deux Représentantes spéciales pour la qualité de leur travail et pour l'ensemble des activités qu'elles mènent en faveur des enfants.

Nous apprécions l'occasion qui nous est donnée de poursuivre avec Mme Zerrougui le dialogue sur les questions de protection de l'enfance dans les conflits.

Le droit à l'éducation est l'un des droits de l'enfant menacé en temps de conflit armé. Toutes les attaques contre les écoles, les élèves et les enseignants doivent cesser. Il faut également mettre un terme à l'utilisation des écoles à des fins militaires, car elle met en péril la sécurité des élèves en transformant une institution civile en objectif militaire. En même temps, elle prive les enfants de leur droit à l'éducation.

Madame la Représentante spéciale,

Nous continuons de soutenir résolument la campagne « Des enfants, Pas des soldats », lancée le 6 mars 2014 par vous-même, le Directeur exécutif de

l'UNICEF, M. Anthony Lake, et le Ministre des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg, Jean Asselborn. Nous saluons les progrès faits dans ce contexte et soutenons pleinement vos recommandations visant à accélérer et rendre durables ces avancées et mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants par des forces armées gouvernementales.

Nous partageons votre préoccupation face à la privation de liberté de nombreux enfants dans les situations de conflit armé. Nous appelons instamment tous les Etats membres à appliquer les Principes de base et Lignes directrices pertinentes des Nations Unies.

Enfin, nous voudrions insister sur la nécessité d'assurer une réinsertion rapide des enfants concernés afin qu'on puisse, dans la mesure du possible, garantir leur démobilisation de manière durable et leur permettre de renouer avec une vie normale. Il faut traiter les enfants en priorité comme des victimes.

Monsieur le Président,

Mettre fin à l'impunité pour les crimes commis à l'encontre des enfants reste pour le Luxembourg une priorité. Vous pouvez également compter sur notre engagement en la matière.

Madame la Représentante spéciale,

En conclusion, le Luxembourg vous réitère son plein appui dans la mise en œuvre de votre mandat !

Je vous remercie pour votre attention.